

Note n° 92 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 15 avril 2022

Les manifestations du 24 mars

La réunion de bilan du G9 ne s'est pas encore tenue (elle se tiendra le 26 avril) mais, selon les informations que nous avons reçues, il y a eu au moins 15 manifestations en plus des 28 prévues, ce qui interroge sur le choix d'une manifestation par ancienne région : **n'y aurait-il aucune place** entre la manifestation nationale et les manifestations par département ? Le nombre de manifestant-e-s devrait atteindre 30 000. Le dynamisme des cortèges se confirme, les chœurs « on mêche rien » ont eu du succès ! Écouter et voir en cliquant [ici](#).

Un exemple de chorale « On mêche rien » : Dijon



La manifestation de Paris : la banderole unitaire et celle de Solidaires Retraités Retraitées



Un exemple de manifestation joyeuse et colorée : Nantes



Spéculations immobilières sur les EHPAD ?

Les fonds d'investissements comme BlackRock cherchent des placements plus intéressants que les bureaux désaffectés par le télétravail, les boutiques vidées par le commerce en ligne. Pourquoi pas l'immobilier de santé dont les Ehpads ?

Les investisseurs institutionnels, dit « zinzins », ont acquis en 2020, 5,5 milliards d'euros d'actifs d'habitation, incluant des résidences étudiantes ou pour seniors, soit 40 % de plus qu'en 2019.

Malgré le scandale Orpéa, l'or gris a toujours la côte !

Rapport accablant sur Orpea

Après la publication du livre « *Les Fossoyeurs* » de Victor Castanet sur la gestion des Ehpad du groupe Orpea, les bouches se sont ouvertes : pas moins de 80 familles de résidents d'Ehpad d'Orpea ont porté plainte pour mise en danger de la vie d'autrui, non-assistance à personne en danger, violence par négligences, vol et homicide involontaire.

Et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) et l'IGF (Inspection Générale des Finances) ont dû mener l'enquête. Leur rapport de plus de 500 pages, confirme certaines affirmations de Victor Castanet.



Le rapport (à consulter en cliquant [ici](#)) montre :

- **La priorité aux critères financiers**, au détriment des résidents.
- **La « non-sincérité » de certains documents financiers** avec une partie de l'argent public dédié aux forfaits soins mis en réserve, jusqu'à près d'un mois de rémunération de l'ensemble des personnels. Seule une partie de cet argent public a été dépensée conformément au code de l'action sociale.
- **Dépassement de la capacité d'accueil autorisée** dans 11 % des Ehpad, dépassement demandé dans des plans d'actions, malgré les conditions de travail du personnel, déjà souvent en sous-effectif.
- **L'objectif de dépenses prévisionnelles** de plus de 9 Ehpad sur 10 est inférieur aux forfaits soins et dépendance prévus. 50 millions d'euros de charges ont été imputés sans fondement à la section soins sur 2017-2020.
- **Les remises de fin d'année** perçues par Orpea sur des achats, faits avec l'argent public finançant les soins et la dépendance, auraient rapporté 13 à 18 millions sur la période 2017-2020.
- **Manque de protéines, de viande.** Les grammages des cuisiniers sont inférieurs aux références pour les aliments protéiques (jusqu'à -42 % pour la viande). De plus, au moins quatre ARS ont souligné des durées de jeûne nocturne supérieures au plafond recommandé de 12 heures.
- **Dysfonctionnements récurrents** : gestion du personnel « dégradée » ; instruction écrite du siège d'Orpea de ne pas transmettre certains documents budgétaires en cas de visite d'inspection.

Maintien à domicile, c'est possible ?

Les Pays-Bas misent sur l'autonomie des personnes âgées et sur leur maintien à domicile, plutôt que sur les maisons de retraite. Les personnes âgées, même alitées et invalides, restent à domicile, car les soins sont pris en charge. Un infirmier regarde ce que le patient peut faire lui-même et l'aide pour le reste. Chaque jour, l'infirmier voit une dizaine de patients, entre 15 minutes et une heure, c'est possible car le gouvernement consacre deux fois plus d'argent que la France au budget de la perte d'autonomie.

Cela n'a rien à voir avec le « virage domiciliaire » du gouvernement qui veut réduire la place en Ehpad alors que le nombre de personnes en grande perte d'autonomie va augmenter. Son seul objectif est de diviser par deux le budget autonomie...

Deux Ehpad de Roubaix livrés au privé

La ville de Roubaix dirige deux maisons de retraite de 162 lits. Le maire (ex-LR) a décidé de les transférer au privé pour le « bien-être des résidents » et pour mettre fin au déséquilibre financier, sans dire en quoi les résidents seront mieux traités, ni pourquoi le privé serait plus efficace que le public (cette « efficacité » va probablement résulter d'une diminution des effectifs et d'une dégradation des conditions de vie et de soin des personnes résidentes).

Un collectif s'oppose au transfert au privé, la centaine de personnes présentes au conseil municipal du 31 mars a été évacuée par la police à la demande du maire.

Le personnel craint le pire, il doit, soit renoncer au statut de la fonction publique territoriale, avec perte de la garantie d'emploi, de plusieurs jours de congés ou encore d'autorisations d'absence pour enfant malade, soit se reconvertir ..., mais il n'y a pas de budget pour la formation nécessaire.

C'est l'adjoint au maire chargé de la santé qui a réalisé l'audit sur les deux établissements et prôné la privatisation ... adjoint dont la candidature a été choisie pour reprendre les Ehpad privatisés sous la « forme associative à but non lucratif » !

Au-delà du scandale de cette privatisation, c'est le statut de la fonction publique territoriale qui est diabolisé, et le privé qui est encensé !

La France championne des chèques clientélistes

En trente ans, l'État et les collectivités locales ont multiplié les aides aux plus démunis, sous forme de chèques : chèque-énergie, pass numérique, titre-mobilité, pass culture, chèque d'accompagnement spécialisé, chèque vert pour la transition écologique, chèque France Num, chèque TIC, chèque Relance export, éco-chèque mobilité, écochèque logement, ...

Le quinquennat Macron a marqué une accélération, avec la création de plusieurs chèques nationaux. Le désengagement de l'État du secteur social a incité les collectivités à multiplier les chèques, un puissant outil de clientélisme et de paternalisme qui vise les pauvres « méritants », qui limite les dépenses sociales à des « besoins légitimes ».

L'idée de lier un service public à un chèque revient à l'économiste libéral américain Milton Friedman (1912-2006) : plutôt que financer directement les écoles, mieux valait distribuer des chèques éducation aux parents, qui choisiraient les établissements les plus performants, les mettraient en concurrence pour les pousser à s'améliorer. Le Chili de Pinochet a adopté cette théorie.

C'est un choix politique qui évite d'augmenter les pensions, le SMIC, les minimas sociaux... et qui enrichit les quatre poids lourds émetteurs de ces chèques : Edenred, Sodexo, Groupe Up et Natixis Intertitres, qui conservent près de 4 % de la valeur de chaque chèque. Les chèques sapent les fondements du système social universaliste français de 1945.

Non aux chèques ! Oui à l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux !

Des anciens directeurs d'établissements Orpea accusent

Dans un article à Mediapart (les abonnés peuvent lire en cliquant [ici](#)), malgré leur peur, ils racontent comment, en suivant les consignes de supérieurs, ils ont abusé de certaines aides publiques, quitte à mettre en danger la santé de résidents, en utilisant quatre techniques principales :

- **Le « détournement géographique »** : chaque établissement reçoit une enveloppe budgétaire « selon ses besoins », en fonction du niveau de dépendance des résident-e-s dont il a la charge, qui permet de payer tant d'aides-soignantes, d'infirmières, de psychologues... ce que l'employeur du directeur demandait de ne pas respecter, en envoyant ailleurs « son » personnel !

- **Le « glissement de postes »** : les pouvoirs publics attribuent trois enveloppes : une pour le personnel soignant (infirmières, aides-soignantes, etc.) ; une pour les personnels aidants (psychologues, aides médico-psychologiques, etc.) ; une alimentée avec l'argent versé par les résident-e-s et leurs familles pour l'hébergement (direction, animation, restauration), sur lequel le privé a le droit de faire des bénéfices, à l'inverse des deux autres. Pour dégager des bénéfices, il suffit de faire peser le maximum des dépenses de personnels sur les deux premières enveloppes, par exemple en demandant à une aide-soignante de prendre en charge des tâches ménagères.

- **Le non-remplacement d'absents**, même lorsque le salaire est payé par l'assurance-maladie et les départements. Cela a entraîné une mise en pyjama et au lit de résident-e-s à 13 h 30. Victor Castanet a signalé des ordres de diminuer les remplacements dans le prévisionnel de la masse salariale ... ce qu'Orpea dément.

- **Un habile système de primes**, qui accorde plusieurs milliers d'euros de récompense et des « signes de reconnaissance », tels des voyages à hauteur de 4 000 euros, si le directeur respecte ses objectifs et contient bien la masse salariale. La gestion de la « masse salariale » figure en bonne place, comprenant les rémunérations brutes, l'intérim et la sous-traitance. La réunion mensuelle au siège classait les dix meilleurs et pires établissements et réprimandait durement les mauvais. Améliorer l'ordinaire des repas des résident-e-s, c'est y subir une « humiliation » publique, puis un « suivi rapproché » des dépenses. « Orpea, c'est vraiment la culture de la peur » !



Plus que jamais : pas une voix pour l'extrême droite !

Nous dérogeons à notre habitude de ne mettre dans cette note que des informations concernant uniquement les personnes en retraite. En effet, l'heure est grave, les résultats issus de ce 1^{er} tour confirment ce que nous redoutions : la montée de l'extrême-droite que l'Union syndicale Solidaires combat historiquement.

Nous, nous savons que l'extrême droite est à l'opposé de nos valeurs d'égalité, de justice et de liberté, qu'elle est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs, des femmes, des étranger·e·s, des LGBTQI+.

Nous, nous connaissons les causes de son renforcement électoral et militant :

- Les politiques antisociales et racistes menées par les gouvernements successifs.
- Les gouvernements Macron au service des plus riches n'ont fait qu'augmenter le désespoir et la pauvreté.
- Les politiques liberticides enferment la société dans une spirale sécuritaire. Elles ont été un tremplin pour l'extrême-droite.

Nous, nous réaffirmons que le RN n'est pas un parti comme les autres, même si de nombreux représentants politiques de droite et de gauche ont repris parfois une partie de son programme. Empreint d'une idéologie nationaliste, sexiste, raciste, le choix de l'extrême droite est un danger grave. Il ne fera qu'empirer la crise sociale et la crise écologique, générer et attiser la haine, le racisme et la violence, désigner les étranger·e·s et les immigré·e·s comme boucs émissaires, et le tout toujours au service des plus riches, malgré certains discours parfois tenus. Le RN travestit son programme néolibéral par un affichage social (en particulier sur les retraites), c'est un piège grossier et dangereux !

Nous, nous sentons combien la colère contre ce système d'exploitation et de domination est forte et légitime, mais jamais Marine Le Pen ne sera une solution : elle fait partie du système et du problème, elle le renforce même.

Nous vivons un moment de bascule. Notre syndicalisme, ancré dans les luttes pour la défense des droits et l'amélioration du quotidien, porte un projet de transformation sociale, écologiste, féministe, antiraciste, internationaliste et antifasciste, partagé en grande partie par d'autres. Il est primordial de renforcer les alliances et les actions unitaires et de s'adresser à l'ensemble des salarié·e·s et de la population. L'Union syndicale Solidaires agira dans ce sens dans les jours qui viennent et participera aux mobilisations, en particulier autour du samedi 16 avril. Et l'UNIRS comme Solidaires continueront d'agir pour une société plus juste et plus solidaire, quel que soit le gouvernement.

L'escroquerie sociale de Marine Le Pen

Un tract de Solidaires (à voir en cliquant [ici](#)) dénonce le projet économique et social de Marine Le Pen, foncièrement antisocial, injuste, libéral et raciste qui ne profitera qu'aux riches.

Un pseudo discours social au service des puissants : nos retraites sont menacées

L'opportunisme et la démagogie guident les expressions : d'abord un retour du départ à 60 ans, puis à 62 ans... sans mettre en avant la phrase du programme « *il faudra avoir cotisé 42 ans pour une retraite à taux plein* ».

Contre nos droits et nos conquits sociaux

Les augmentations des salaires seraient financées par les baisses des cotisations sociales et rogneraient notre protection sociale. C'est notre santé qui pâtira de cette politique libérale.

Marine Le Pen est opposée à l'augmentation du SMIC et des minima sociaux, sauf le minimum vieillesse (ASPA) sous condition de nationalité. Le programme ne dit rien sur les allocations chômage.

Le nationalisme économique, une arnaque

Le dialogue social, c'est faire croire que nos intérêts et ceux des patrons sont les mêmes ! L'exploitation par un patron français serait d'une autre nature que l'exploitation par un patron étranger. Le RN n'est pas contre le système, il en fait partie. Il n'y aura jamais de paix sociale sans abolition du capitalisme !

La discrimination, le racisme et la guerre aux pauvres comme projet de société

La soi-disant candidate du pouvoir d'achat réduirait la TVA, ce qu'elle finance par des « économies » sur nos services publics, l'éducation, les hôpitaux, etc.

Reprenant les vieilles rengaines racistes, elle explique que les prestations sociales versées aux personnes d'origine étrangère sont la cause de notre appauvrissement. Elle ne s'attaque jamais aux puissants et aux possédants. La politique dite sociale de Marine Le Pen c'est la guerre aux pauvres et aux étrangères et étrangers. Désigner des boucs émissaires pour mieux nous cacher à qui profite le système capitaliste !

Tenter de nous diviser pour masquer les vraies causes des inégalités, c'est ça l'arnaque politique du RN / FN.